



MINISTÈRE DE L'EUROPE ET DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

M. Jean-Yves Le Drian,

Ministre de l'Europe et des Affaires Étrangères

**Réunion ministérielle de l'initiative franco-allemande
de lutte contre les trafics d'armes à feu dans les Balkans
occidentaux**

A Berlin, le vendredi 31 janvier 2020

Mesdames et Messieurs les Ministres des Affaires étrangères et les Ministres de l'Intérieur,

Madame la Commissaire, Monsieur le Commissaire,

Monsieur le Secrétaire général de l'OSCE,

Madame la Secrétaire générale adjointe des Nations unies pour l'Europe,

Mesdames et Messieurs,

Un an après le lancement à Paris de notre **initiative conjointe de lutte contre les trafics d'armes à feu dans la région des Balkans occidentaux**, je me réjouis d'être présent ici

Cette initiative est le fruit de deux volontés politiques conjuguées. Une volonté des Européens, en particulier la France et l'Allemagne, qui a permis d'engager **des actions concrètes, dont nous pouvons constater aujourd'hui les premiers résultats opérationnels.**

C'est aussi une volonté politique forte de nos partenaires des Balkans occidentaux.

Et cette volonté est d'autant plus significative qu'elle s'incarne d'un côté dans une **coopération étroite entre vos six gouvernements**, mesdames et messieurs les ministres, et de l'autre **entre tous les Européens que nous sommes.**

Et je tiens aussi à saluer les **Commissaires Johansson et Vårhelyi**. Leur présence ici ce matin témoigne de **l'implication croissante de l'Union européenne** dans la gestion de cette initiative, dont elle partagera bientôt la présidence avec nous.

Nous avons fait **le choix de l'action collective**. Et nous avons bien fait, puisque, en plus des institutions européennes, **les Nations unies, l'OSCE et l'OTAN** ont rejoint nos Etats. Et nous sommes parvenus à trouver ensemble **une manière intelligente d'articuler nos compétences, nos moyens et nos capacités d'expertise**. Je dois dire que tout cela s'est déroulé avant que nous ne lancions avec Heiko MAAS l'Alliance pour le multilatéralisme à l'automne dernier à New York. Cette initiative en était une anticipation.

Quant à notre **objectif**, il est double.

a. C'est d'abord, bien sûr, **notre sécurité commune**.

Lutter contre les trafics d'armes à feu, c'est lutter contre la menace terroriste, c'est lutter contre le crime organisé, c'est **protéger nos concitoyens**. Et pas seulement dans la région des Balkans occidentaux ; pas seulement en France et en Allemagne ; mais, au-delà, dans l'ensemble de l'Union européenne. Car nous sommes face à **un défi sécuritaire qui ne s'arrête aux frontières d'aucun de nos Etats**. Nous le savons bien. Comme nous savons que, ce défi, nous devons impérativement travailler à **le relever ensemble**.

b. Notre deuxième objectif est d'ordre politique : **renforcer notre coopération avec les pays des Balkans occidentaux**.

Cette initiative participe de notre **volonté de renforcer notre coopération avec les pays des Balkans occidentaux**, sur le plan bilatéral et sur le plan européen. C'est dans cet esprit que la France par la voix du **Président de la République a annoncé en avril dernier l'adoption d'une nouvelle stratégie nationale pour les Balkans**, qui vise à renforcer notre coopération dans tous les domaines. Dans ce cadre, je suis heureux d'annoncer aujourd'hui que **la France souhaite rejoindre prochainement, dès que possible, le comité directeur du Conseil de coopération régional**, le RCC, que nous avons quitté en 2014.

Le sens de cette démarche, c'est donc de travailler, dès maintenant, avec les pays des Balkans occidentaux à lever tous les obstacles qui pourraient se poser à **la réalisation de leur perspective européenne**. Et cette initiative y contribue.

*

Lors de la première réunion à Paris, nous avons élaboré une **feuille de route** et lancé un **groupe de coordination des bailleurs**. Nous nous étions dotés d'instruments importants, comme le **Fonds fiduciaire multipartenaires (MPTF)** articulé avec le PNUD. Nous avons aussi recueilli un nombre significatif d'engagements de la part des bailleurs et des **promesses de contribution financière pour environ 16 millions d'euros**.

Aujourd'hui, **le temps de faire un premier bilan est venu**. Comme je le disais : **sur le terrain, les résultats sont déjà là, y compris en termes de contributions financières qui s'élèvent à présent à 24 millions d'euros, ce qui est un progrès significatif et montre les résultats de ce que nous sommes en train de faire ensemble**.

Avec **des actions structurantes**. Les **plans d'action interministériels que vous avez conçus pour mettre en œuvre notre feuille de route commencent à changer la donne**, qu'il s'agisse du contrôle des frontières, des saisies d'armes et du traitement judiciaire des trafiquants ou encore de la sensibilisation des populations aux risques des armes à feu.

Sur les résultats, il faut aussi observer que les **programmes de coopération seront renforcés**. Je pense à **l'effort de coordination des services de douane, de police et de justice**. Je pense au **renforcement de l'intégration régionale et du travail avec les acteurs européens**. Ces progrès doivent se poursuivre, notamment pour **assurer un meilleur contrôle aux frontières et développer notre capacité d'investigation et de démantèlement des réseaux**.

Avec, enfin, une **mobilisation accrue de nouveaux partenaires**. Une vingtaine d'Etats – certains membres de l'UE, d'autres hors de l'UE – appuient désormais cette démarche. Leur soutien nous est précieux.

*

Vous pouvez compter sur l'engagement de la France – et, comme, je pense, Heiko MAAS le dira tout à l'heure, l'engagement de l'Allemagne – pour vous aider à réaliser les objectifs de notre feuille de route.

Aujourd'hui, en ce qui concerne la France, je voudrais annoncer le **doublement de notre contribution financière à cette initiative** : elle passera de 1,5 millions à **3 millions d'euros** sur les deux années 2019 et 2020.

Nous allons ainsi pouvoir contribuer davantage au financement du **Fonds multilatéral MPTF** pour les projets d'assistance du PNUD et des **actions d'appui de l'ONUDC à la judiciarisation des trafiquants** (« chaîne pénale »).

Contribuer, aussi, à l'extension à tous les Balkans occidentaux de **l'offre de financement des équipements et des logiciels d'identification et de traçage balistiques**. C'est une priorité, indispensable, pour renforcer l'efficacité des enquêtes.

Et nous allons pouvoir mettre à votre disposition de façon prolongée un **expert chargé de la lutte contre les trafics d'armes à feu, qui est basé à Belgrade**.

*

Voilà, mes chers collègues, ce que je pouvais vous dire au nom de la France.

Je voudrais ajouter un point qui n'est pas lié directement aux Balkans. Cette initiative est **une source d'inspiration** pour notre action dans d'autres régions du monde, en particulier le Sahel ainsi que pour des initiatives que nous avons portées à Dinard au G7 Affaires étrangères sur la lutte contre les trafics, puis avec la plateforme pour la sécurité et la stabilité, à une échelle plus large incluant aussi la « chaîne pénale » et les capacités de lutte contre les grands trafics.

Je vous remercie./.